

Question présentée par le député :

M. François Baertschi

Date de dépôt : 17 mars 2016

Question écrite urgente

Forum transfrontalier de l'emploi : comment se fait-il que l'Etat privilégie l'engagement de frontaliers par rapport aux résidents genevois ?

Le 17 mars 2016 a lieu le « Forum transfrontalier de l'emploi » au Technopole d'Archamps, près de la frontière, avec 25 entreprises installées en Suisse et plus de 250 offres d'emploi offertes aux frontaliers titulaires de permis G. « Une journée spéciale entièrement dédiée à l'emploi en Suisse », indique la présentation. Ou comment « piquer » le travail des habitants de notre canton.

Il est demandé de se munir de son « identifiant à Pôle Emploi qui est indispensable à l'émission d'un billet à une conférence ».

En lisant le programme, on découvre que la Cité des métiers figure parmi les partenaires, alors qu'elle est lourdement financée par les contribuables genevois. Il en va de même pour l'IFAGE, qui participe à cette manifestation et est grandement subventionnée.

Quant à la Genève officielle, elle cautionne cet événement en déléguant un haut fonctionnaire qui donne une conférence, en l'occurrence le « Délégué à la Genève internationale, République et canton de Genève », ce qui accorde une caution officielle de l'Etat de Genève à cette manifestation.

De nombreux habitants de ce canton sont scandalisés du fait que des emplois importants, occupés par des résidents genevois, soient menacés par cette action offensive du service officiel français « Pôle Emploi » qui vient grappiller en terres genevoises. Tout simplement parce que la France n'est pas à même de fournir des emplois suffisants à ses habitants.

A moins de vouloir aggraver le chômage à Genève, le Conseil d'Etat doit impérativement réagir et s'opposer avec vigueur à ce type d'événements, tout

en ne laissant pas ses fonctionnaires ou les organismes subventionnés y participer.

La question est la suivante : face aux difficultés des résidents genevois à trouver un emploi, pourquoi le Conseil d'Etat laisse-t-il un de ses hauts fonctionnaires participer à une pareille manifestation qui est un affront pour une partie de la population genevoise défavorisée ?